

En ce mardi 27 Décembre, on nous annonce qu'une professeure d'anglais de l'Éducation Nationale a été retenue parmi les 50 finalistes du concours du "Meilleur prof du monde" (!) avec une récompense d'un million de dollars à la clé (!! ) et tous les médias de l'hexagone s'empressent de relayer l'information avec fierté sans même se poser la question de savoir d'où sort cet argent faramineux ni dans quel but... Et surtout, sans remettre en question l'idée qu'un enseignant français ait au mieux la vanité, au pire l'absence de sens du ridicule, pour pouvoir se prêter au "jeu" d'accéder à ce titre ronflant et creux ! Mais c'est vrai, la promesse d'un million de dollars, ça doit émousser le sens critique, aussi bien du point de vue de l'intéressée que du point de vue des médias, qui peuvent ainsi nous vendre un joli conte de Noël entre les fêtes, et se rattraper un peu, le temps de la trêve des confiseurs, du "prof-bashing" auquel ils ont pu se livrer avec délectation après la publication récente des résultats des enquêtes TIMSS et PISA (1) et les déclarations accusatrices de deux candidats aux primaires de la droite. Étant moi-même professeure d'anglais de l'Éducation Nationale depuis plus de 30 ans, j'ai pu assister à différentes phases du discours dogmatico-pédagogique à l'œuvre dans et autour de cette institution publique (excusez le "gros mot") pour pouvoir proposer ma lecture modeste - mais non moins révoltée - de ce qui a pu mener à cette situation. C'est ce que je vais tenter de retracer ici.

Dans la logique actuellement de plus en plus admise par tous de "réduire les déficits", dont on sait pourtant qu'ils proviennent en grande partie des [agissements scandaleux \(évasion fiscale\) de nombreuses multinationales](#), les enseignants ont en effet eu l'occasion d'en déguster beaucoup, des salades plus ou moins bien assaisonnées, pour leur faire avaler les couleuvres des réductions budgétaires entraînant augmentations des effectifs dans les classes et réductions des heures d'enseignement. Le tout accompagné de tous les discours ultra-culpabilisateurs ambiants (médiatiques, parentaux, institutionnels, et même auto-alimentés) suggérés par les analyses déclinistes des résultats PISA et autres injonctions à adopter des pratiques plus "innovantes" en emboîtant le pas de la fameuse "révolution numérique". Mais ce qui est en train de se produire à l'heure actuelle est bien plus grave - bien que sans doute dans la même logique - et je suis étonnée de ne pas voir plus de voix s'élever contre une autre révolution bien plus insidieuse et dangereuse pour l'éducation publique : à savoir l'incursion de plus en plus décomplexée et normalisée d'entreprises privées dans ce qui constitue indéniablement un potentiel très convoité de nouvelles parts de marché, et dont l'enseignement de l'anglais en particulier semble constituer le fer de lance en France - sans doute parce que c'est la langue du commerce et des affaires...

## **LES CHEVAUX DE TROIE**

Mais commençons par le commencement : au commencement était le verbe, et pour qui voulait s'attaquer aux forteresses encore armées des états plus ou moins souverains d'il y a une vingtaine d'années, il fallait d'abord faire évoluer et uniformiser les sémantiques didactiques. C'est entre autres ce que s'est proposé de faire le **CECRL** (Cadre Européen Commun de Référence des Langues) publié par le Conseil de l'Europe en 2001, et qui a fourni un outil certes commode dont certains bienfaits ne sont plus à démontrer (en redonnant notamment à l'oral une place importante dans la didactique des langues en France), mais a aussi transformé au passage l'élève en "acteur social" dont il s'agit d'évaluer les "compétences" au travers de "tâches" segmentées peu propices au développement d'un esprit critique et à la construction d'une véritable réflexion... L'approche de la didactique des langues devenait donc utilitariste, utilisant un lexique directement tiré du monde de l'entreprise, et disqualifiait d'emblée les pédagogues de terrain des différents systèmes éducatifs nationaux : en France, où les corps d'inspection se plaisent à démontrer leur pouvoir en infantilisant les enseignants, combien de professeurs de langues se sont vus littéralement laminés par leurs inspecteurs à cette période pour oser reproduire les principes pédagogiques qui prévalaient encore peu de temps auparavant (transmission de savoirs, incitation à la réflexion, analyse de la langue...) ? Le désarroi des enseignants fut d'autant plus grand que les formations dispensées sur le sujet

tenaient le discours culpabilisant de l'innovation vs immobilisme et du modernisme vs conservatisme. Mais comme celui-ci s'accompagnait invariablement de la punition des augmentations d'effectifs et de réductions d'horaires d'enseignement hebdomadaires, il y eut à l'époque une certaine levée de boucliers devant ce qui apparaissait encore nettement comme une tentative de l'OCDE et de l'UE de faire passer des mesures visant à [affaiblir le secteur public de l'éducation](#).

Parallèlement, les mêmes organismes qui avaient été à l'origine de la rédaction du CECRL (notamment l'ALTE : Association of Language Testers in Europe, regroupement des **organismes de certifications européens privés et semi-publics**, lobby puissant auprès de la commission européenne) signaient des contrats juteux avec les ministères de l'Éducation européens pour l'élaboration de tests, la formation de "testeurs" au sein de l'Éducation Nationale, et la délivrance de certifications attestant de niveaux du fameux CECRL. Ces organismes avaient créé le besoin, et ô miracle, ils étaient en mesure de nous vendre la solution... La base même du marketing le plus grossier ! C'est ainsi que les professeurs d'anglais enseignant dans les sections européennes se sont retrouvés sommés par leur inspection de subir des formations à la certification Cambridge (délivrée par l'organisme privé à but lucratif Cambridge ESOL) et de les faire passer aux seuls élèves déjà socialement favorisés de ces sections (le coût aurait été trop élevé s'il avait fallu en faire bénéficier tous les élèves de façon démocratique) pour des indemnités plus que modiques au regard des bénéfices engrangés par ces fournisseurs privés ([11 millions d'euros en 7 ans](#)). Les professeurs récalcitrants (dont je suis) se sont vu faire l'objet de pressions insistantes de la part de leur hiérarchie et de leurs inspecteurs qui tentaient de faire passer cet asservissement à des intérêts privés (aucune liberté pédagogique dans des protocoles de passation très formatés) pour des obligations de service.

Bon an mal an, les quelques soubresauts dans cette mécanique bien huilée n'ont pas trop entamé la machine de guerre ultra-libérale européenne. Le CECRL a fini par s'imposer plus ou moins dans les esprits malgré son inadaptation structurelle au système de notation à la française (évaluation par paliers par opposition à la notation de 0 à 20), et les certifications Cambridge donnent encore actuellement l'occasion aux chères têtes blondes des sections européennes d'[arborer un chapeau ridicule](#) lors de la remise de certifications vite périmées. Mais le but marketing est atteint : lorsque ces futurs étudiants devront faire valoir un certain niveau en langues sur le marché du travail, ils auront naturellement recours aux services payants de ces officines...

Sur l'interface professeurs, outre le formatage sémantique décrit plus haut, d'autres procédés ont par ailleurs été mis en oeuvre de façon plus ou moins subtile pour renforcer la popularité de ces logiques marketing et commerciales. Surfant sur la disqualification systématique des compétences pédagogiques traditionnelles par le travail de sape mentionné plus haut, le ministère assisté de certains organismes à vocation européenne mène en effet depuis plus d'une dizaine d'années une véritable campagne de motivation entrepreneuriale, notamment à travers la promotion à outrance de l'utilisation des TICE (Technologies de l'Information et de la Communication pour l'enseignement) en utilisant les techniques les plus grossières d'émulation du personnel. Ainsi, l'action européenne [etwinning](#) dont le but très louable est d'offrir "aux enseignants de ses 35 pays participants la possibilité d'entrer en contact afin de mener des projets d'échanges à distance avec leurs élèves à **l'aide des TICE**" présente sur son site différents moyens de "valoriser" les projets pédagogiques afférents en obtenant un "label de qualité" et/ou de participer à des concours nationaux ou européens, à l'issue desquels des prix conséquents sous forme de matériel informatique et/ou audiovisuel sont attribués aux établissements des quelques classes gagnantes. Pour l'instant, rien de très choquant à part l'idée d'un "label", assimilant le concept de projet pédagogique à celui de pur produit, et l'attribution d'un super-matériel conditionnée au fait de gagner un concours au lieu de doter tous les établissements d'un matériel un minimum performant - ce qui est loin d'être le cas à

l'heure actuelle...

Mais ce qui l'est plus, à mon goût, c'est la mise en œuvre par etwinning de mesures incitatives ou rétributives qui relèvent du **leadership managérial** le plus crasse, en ce qu'il cherche à provoquer une émulation compétitive en dépensant un argent (national ou européen, cela revient un peu au même) qui pourrait sans doute trouver une utilité plus basique et plus nécessaire dans l'octroi de moyens horaires ou matériel plus égalitaires pour l'enseignement des langues. Ainsi, etwinning organise régulièrement ce qu'elle appelle des "séminaires de contact" un peu partout en Europe, auxquels des profils différents d'enseignants européens, "etwinneurs" potentiels ou confirmés, peuvent prétendre à participer, tous frais payés. Pire, elle offre aux professeurs adoués "ambassadeurs etwinning" pour leur participation très active à la propagande de l'action, des séjours "ateliers de développement professionnel" dans des villes européennes (cette année, [Rhodes en Grèce](#)), où leur sont visiblement présentées des applications numériques (pour l'instant) gratuites permettant de rendre leurs pratiques encore plus "innovantes", le tout agrémenté de petits fours et autres petites sorties sympathiques leur donnant l'impression de faire partie d'une élite de "happy few" récompensés pour leurs mérites... Ces professeurs de retour dans leurs établissements sont bien sûr incités à partager les ressources numériques (souvent des applications pour l'instant gratuites de startups rusées) qui leur ont été présentées, et le font sans doute de façon d'autant plus convaincue et investie que l'expérience aura été enveloppée d'une aura chaleureuse et valorisante (ce sont des "ambassadeurs" oeuvrant à la coopération et à la fraternité entre peuples européens par-delà les frontières, blablabla), rendant bien sûr au passage leurs collègues légèrement verts d'envie et éventuellement désireux de tenter aussi leur chance en utilisant lesdites applications présentées comme incontournables pour motiver les élèves (mais avec quels résultats au niveau cognitif et acquisitionnel, on ne sait pas)... Ah, la belle technique marketing de réseau que voilà : presque la gentille réunion Tupperware® de nos mamans !

Est-il utile à ce stade de préciser que l'enseignante qui postule à devenir la meilleure prof du monde est bien sûr, une super-ambassadrice etwinning doublée d'une "Microsoft Expert Educator" (là, l'entreprise avec les dollars dans les yeux ne se cache même plus !) ? Sans doute une enseignante très investie et soucieuse de la réussite de ses élèves, tellement en mal de reconnaissance, comme la plupart d'entre nous, qu'elle ne s'aperçoit sans doute pas de la supercherie à laquelle elle se prête, certes individuellement, mais non sans conséquence pour toute la communauté enseignante, voire le système public français d'éducation... Car comme on l'aura compris, le nouveau cheval de Troie change maintenant de provenance : il ne vient plus de l'extérieur, il est déjà parmi nous, rendu gaga par l'utilisation des outils mêmes qu'il vante, miroir flatteur de son ego assoiffé de récompenses. Ce n'est plus seulement une réforme éducative accompagnée d'une sémantique, ce n'est plus simplement un organisme cherchant à véhiculer une idéologie, ce sont maintenant des **enseignants sérieux et investis** qui répondent à l'appel des sirènes du mercantilisme le plus fourbe et le plus débridé... Sérieusement, quand une fondation propose un million de dollars pour récompenser un professeur (métier anti-glamour s'il en fût, à l'heure actuelle !), on est en droit, que dis-je, on a même le devoir d'aller jeter un coup d'oeil sur qui se cache derrière...

Et là, ô surprise, qui découvre-t-on derrière ce "Global Teacher Prize" ? Rien moins que la Fondation Varkey GEMS qui émane de la GEMS Education, énorme groupe privé d'éducation de... l'émirat de Dubaï qui finance en partie l'opération. (Est-ce d'ailleurs pour cette raison que l'enseignante française sélectionnée apparaît sur la photo des finalistes la tête et le cou enveloppés d'un bonnet et d'une écharpe cachant des parties "inmontrables" de son corps féminin ?). Et le [panel d'"experts"](#) chargés de sélectionner les heureux élus ? Majoritairement des représentants d'entreprises financières, de multinationales ou de startups souvent spécialisées dans les nouvelles technologies et le "knowledge management", de celles qui ont tendance à considérer l'éducation comme un marché, comme le dénonce fort judicieusement sur son blog, Luc Cédelle, ancien journaliste au

Monde de l'éducation :

<http://education.blog.lemonde.fr/2014/06/07/les-encombrants-bienfaiteurs-internationaux-de-leducation-12/#xtor=RSS-32280322>

Je citerai d'ailleurs ici l'une de ses conclusions sur le "Global Teacher Prize" que je trouve totalement pertinente dans le contexte actuel :

*" Il ressort de tout cela de puissants effets de sens. Loin des prétentions de leurs organisateurs à la neutralité, ce type de manifestations qui tend à monopoliser le débat mondial sur les enjeux de l'éducation, délivre plusieurs messages implicites dont la portée devrait faire réfléchir :*

- **L'éducation serait l'affaire du « business ».**
- **L'éducation serait l'affaire des vendeurs de technologies.**
- **L'éducation serait une priorité des Etats-Unis et de leurs alliés.**
- **L'éducation serait une question de philanthropie.**
- **L'éducation serait en elle-même une valeur suffisante.**
- **L'éducation serait découplée des valeurs démocratiques.**
- **L'éducation n'aurait aucun motif d'être séparée de la religion.**
- **L'éducation serait aussi bien privée que publique.**
- **L'éducation se passerait très bien de libertés syndicales.**

"

## QUELQUES EXEMPLES DE CEUX QUI SE PLACENT DÉJÀ POUR "GAGNER DES MILLIONS"

Quelques entreprises privées, plus ou moins ambitieuses, semblent d'ailleurs avoir déjà compris que la voie est maintenant laissée de plus en plus libre par la désespérance ambiante de la profession en France.

Je me suis retrouvée confrontée il y a quelques semaines à l'une d'elles, lors d'un stage de formation hallucinant organisé dans le cadre de l'Éducation Nationale et intitulé "Favoriser l'apprentissage par le mouvement" où le groupe des 25 enseignantes inscrites était venu chercher des méthodes alternatives pour mettre leurs élèves au travail, majoritairement des enseignantes pour EIP (Élèves Intellectuellement Précoces). Un couple (ils se sont présentés comme tels, quoi de plus beau que l'amour ?!) de jeunes formateurs québécois fort sympathiques, fondateurs d'une entreprise appelée Neuro Gym Tonik® (marque déposée) est venu nous assener le catéchisme bienveillant très rôdé de **Brain Gym**® (aussi une marque déposée) à grands renforts de gadgets ludiques et colorés, d'illustrations censées nous faire "comprendre" le fonctionnement (plus que simplifié !!) du cerveau, et nous apprendre que pour aider les élèves, il fallait leur faire boire de l'eau (en effet, ça ne mange pas de pain !) et leur faire faire quelques exercices corporels très simples décrits sur de très luxueux fascicules et affiches de propagande qui nous ont été offerts "gracieusement" par la suite.

La méthode adoptée tout au long du stage pour nous faire éprouver l'efficacité du système était d'une bêtise confondante, puisqu'elle reposait systématiquement sur le mode opératoire suivant : après nous avoir mis dans une situation d'exercice intellectuel nouveau, on nous proposait de faire un exercice de Brain Gym® censé améliorer notre performance première, et ... quelle n'était pas notre stupeur de constater une légère amélioration dès la deuxième tentative ! Effectivement, la répétition et l'entraînement sont des principes bien connus de la pédagogie la plus rétrograde et traditionnelle du monde... avec ou sans Brain Gym® ! Le stage s'est terminé en apothéose lorsque, à la suite d'un exercice de lecture à partir d'un texte dénonçant les méfaits des écrans sur les yeux non protégés par des lunettes spéciales, qui était censé nous démontrer une fois de plus l'efficacité de se gratter le menton ou les oreilles pour se rendre plus disponible à la lecture à haute voix, les intervenants se sont mis à nous proposer à la vente (pour la modique somme de 18 euros...) les fameuses lunettes protectrices qui n'avaient même plus rien à voir (!) avec Brain Gym® ! On se serait cru dans une scène de "[quack doctors](#)" de [Lucky Luke](#), mais ça n'avait l'air de choquer

personne d'autre que moi... C'est ce que j'ai voulu cependant vérifier lorsque, revenue à la maison et m'étant un peu plus renseignée sur le "[neuromythe](#)" de Brain Gym®, j'ai envoyé un mail scandalisé à l'organisatrice du stage avec toutes les participantes en copie. Quelle a été ma surprise de constater qu'une seule autre personne avait eu l'impression d'avoir été victime de manipulation à des fins mercantiles ! Les quelques autres réactions obtenues parmi les stagiaires affichaient au contraire un réel enthousiasme pour les méthodes préconisées et n'opposaient aucune contestation au fait que ce "stage" nous avait été dispensé par une enseignante privée canadienne (venue en avant-poste après la récente signature du CETA ?) sans doute payée très cher par l'Éducation Nationale, en tout cas, bien trop cher en regard du salmigondis pseudo-scientifique et pseudo-pédagogique diffusé !

Plus que des stages professionnels sélectionnés sur la base d'on ne sait quelles croyances, et censés "rénover" nos pratiques pédagogiques supposément désuètes et inefficaces, on pourrait donc davantage proposer des ateliers de remise en confiance et de développement du sens critique pour beaucoup d'enseignants. Cela leur éviterait peut-être de succomber trop facilement à des leurres certes séduisants et rassurants, voire valorisants (sur celui de la "classe inversée" prônée par notre future championne du monde de l'enseignement, lire par exemple l'excellent article : <https://blogs.mediapart.fr/paul-devin/blog/130216/les-leurres-de-la-classe-inversee>) mais non moins dangereux car animés par des préoccupations mercantiles et hégémoniques, et les inciterait à construire eux-mêmes leurs préférences et outils pédagogiques en fonction de leurs propres idiosyncrasies et de celles de leur public. Je ne dis pas que c'est une tâche facile, mais c'est à ce prix que le principe de liberté, tel qu'énoncé dans notre fameuse devise française, pourra être préservé, et que nous saurons le transmettre aux générations futures qui n'ont peut-être pas besoin qu'on les aliène davantage aux outils numériques (2) tant vantés par nos techno-vendeurs.

Il s'agirait également pour notre (de moins en moins) vénérable institution d'investir l'argent public au bon endroit : dans une véritable revalorisation de la profession, et la création de conditions d'enseignement réellement propices aux progrès des élèves (moins de classes surchargées et davantage d'heures d'enseignement). Car d'autres loups sont aussi récemment sortis du bois pour s'engouffrer dans la brèche créée par les manquements de la politique publique en matière de revalorisation du métier d'enseignant : je pense au réseau "Teach For All" qui vient de s'implanter en France avec "Teach For France" dans l'Académie de Créteil et qui surfe également sur un discours altruiste pour cacher des velléités de privatisation, cette fois-ci dans le secteur du recrutement d'enseignants dans des quartiers défavorisés. Pour cet aspect, lire : <https://blogs.mediapart.fr/paul-devin/blog/271216/teach-france-recrute>

## **Alertez les bébés !**

*Emmanuelle J., Professeur d'anglais*

(1) Notons qu'une véritable analyse critique exigerait de questionner qui sont les véritables acteurs de ces enquêtes et les principes qui les animent. Mais pour la simple citoyenne enseignante que je suis, l'investigation s'avèrerait trop longue à effectuer. Pour l'enquête PISA, il suffit peut-être néanmoins de connaître les principes libéraux de l'OCDE qui la publie pour se poser quelques questions sur les prétendues garanties d'objectivité et d'éthique qu'elle affiche sur son site internet. Pour un article documenté sur l'OCDE en tant que "fer de lance de la libéralisation du système éducatif", on pourra néanmoins lire [le travail de l'historienne Chloé Maurel](#).

(2) Outils qui de toute façon sont devenus incontournables dans les pratiques pédagogiques quotidiennes et dont tous les professeurs se sont bien sûr emparés depuis bien longtemps sans attendre les injonctions de ceux qui, sans connaître la réalité du terrain, leur reprochent d'en être encore à l'âge de pierre du tableau noir et de de la craie...